

LES PROBLÈMES CONTRACTUELS SPÉCIFIQUES DE L'INTERCOMMUNALITÉ

Section 1 : La transmission des contrats entre EPCI et communes membres

§ 1 : L'adhésion

A : Le principe

- 1) : Les justifications initiales
- 2) : La consécration textuelle

B : Les modalités

- 1) : La substitution légale
- 2) : Les évolutions possibles

§ 2 : Le retrait

A : Le principe

- 1) : L'absence initiale
- 2) : La consécration textuelle

B : Les modalités

- 1) : La multiplication des contractants
- 2) : La multiplication des contrats

Section 2 : La conclusion de contrats entre EPCI et communes membres

§ 1 : Le transfert de moyens

A : Les biens

B : Le personnel

§ 2 : Les prestations de service

A : Le principe

1) : L'évolution textuelle

2) : Les objections

B : L'encadrement

1) : Le respect de la spécialité

2) : Le respect des procédures de passation

Bibliographie sommaire

- DEGOFFE (M.), *Code pratique de l'intercommunalité*, Le moniteur, 2001
Droit et pratique de l'intercommunalité, Editions SORMAN, 2005
- Cour des comptes, *L'intercommunalité en France*, Rapport au Président de la République, novembre 2005
- Institut de la gestion déléguée, *Intercommunalité et délégation de service public*, décembre 2000
- DEBOUY (C.), Divers études sur l'intercommunalité in *Juris-classeur Collectivités territoriales*
- ROUAULT (M.-C.), Divers études sur l'intercommunalité in *Encyclopédie Dalloz des collectivités locales*
- Contrats publics (ACCP), *Dossier : Aspects contractuels de l'intercommunalité*, n° 61, décembre 2006, et notamment :
- MARTIN (J.), « L'insaisissable substitution contractuelle en cas de retrait d'une commune », p. 38
- RICHER (L.), « Partage de service et prestation de services », p. 26
- DEGOFFE (M.), DREYFUS, (J.-D.) « Transfert de compétences et conventions dans le droit de l'intercommunalité », AJDA 2001, p. 807
- GARDERE (A.), VERNE (M.), « Des modalités du transfert des personnels à un établissement public de coopération intercommunale », JCP A 2004, p. 1702
- JEAN-PIERRE (D.), « Intercommunalité et fonction publique territoriale dans la loi du 27 février 2002, JCP A 2002, n° 1093 ;
- PEYRICAL (J.-M.), « Les contrats de prestation entre personnes publiques. Réflexions et interrogations », AJDA 2000, p. 581
- PIGNON (S.), VIENNE (D.), « La nécessaire sécurisation des contrats entre personnes publiques : l'exemple des conventions intercommunales », LPA 23 janvier 2002, n°17, p. 18
- VIDELIN (J.-C.), « Les biens des établissements publics de coopération intercommunale », AJDA 2001, p. 829
- CE, 20 mai 1998, *Communauté de communes du Piémont de Barr*, RFDA 1998, p. 609, concl. H. SAVOIE
- TA Lille, 9 juillet 1999, *Préfet du Pas-de-Calais c. District de Boulogne sur mer, Commune de Boulogne sur mer, Société Vivendi*, BJCP 2000, p. 53, concl. G. PELISSIER, obs. C. M.
- CAA Marseille, 5 octobre 2004, *Syndicat d'agglomération nouvelle Ouest Provence*, JCP A, 2004, n° 1640, note S. Déliancourt